

Eisenhower entre en fonctions

Le général Eisenhower entre dans ses fonctions de président des Etats-Unis ce 20 janvier. De ses promesses électorales de mettre fin à la guerre de Corée, il n'est plus question. « *Personne ne sait comment terminer la guerre de Corée* », déclarait récemment le général Bradley. Il y aurait bien un moyen : retirer les troupes américaines d'intervention, respecter le droit du peuple coréen à disposer de lui-même. Mais c'est là un moyen dont les hommes d'affaires qui gouvernent à Washington ne peuvent envisager l'emploi. Au contraire, leurs projets d'extension de l'agression contre la Chine semblent se préciser. Débarquements américains en Corée du Nord sous la protection d'obus atomiques ? Utilisation des forces de Chiang-Kai-Chek pour des opérations de commandos en Chine continentale ou dans l'île de Haïnan ? Constitution d'un front entre Formose, Tokyo et Séoul contre Mao-Tsé-Toung ? Front pour lequel, il est vrai, la bourgeoisie japonaise, qui a un besoin de plus en plus impérieux de débouchés commerciaux sur le continent asiatique, manque d'enthousiasme.

Blocus aéronaval total du continent chinois ? On hésite encore à Washington sur les moyens, non sur le but.

Le secrétaire d'État Foster Dulles a d'ailleurs défini, devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, la politique étrangère qu'appliquera Eisenhower.

« *Nous n'aurons jamais la paix durable ou de monde heureux* », a-t-il déclaré « *tant que les Soviets domineront un tiers du globe terrestre et essaieront d'étendre leur puissance. Les peuples maintenus dans l'esclavage au-delà du rideau de fer, désirent être libres et devaient l'être, même si l'on s'en tient à notre point de vue égoïste, car aussi longtemps qu'ils seront les serviteurs d'un monde despotique, ils pourront être intégrés dans une force d'agression... Tel devrait être le premier objectif de la politique étrangère américaine.* »

Ainsi les impérialistes américaines ne peuvent plus se contenter de « contenir le communisme » suivant la doctrine Truman, il leur faut maintenant à brève échéance rouvrir à leurs capitaux et à leurs marchandises une partie au moins de ce tiers monde qui leur échappe. Ils ne cachent pas d'ailleurs les encouragements qu'ils trouvent au durcissement de leur politique dans les symptômes d'une aggravation de la crise du régime stalinien. Avec l'ouverture d'une nouvelle grande vague publique d'épurations, comme l'URSS n'en avait plus connu depuis seize ans, cette crise s'étend maintenant non plus seulement jusqu'au sommet du Parti communiste français ou des États satellites, mais jusqu'aux sommets de la bureaucratie du Kremlin elle-même.

Foster Dulles ne manifeste pas plus de souplesse vis-à-vis des alliés européens des États-Unis. Churchill, qui voulait obtenir des garanties pour les intérêts commerciaux et stratégiques anglais en Extrême-Orient, et une nouvelle aide en dollars ou l'abaissement des barrières douanières qui s'opposent à l'entrée de marchandises anglaises aux USA, est rentré à Londres sans avoir rien obtenu. Dulles n'a pas caché le peu d'importance qu'il attache aux conversations Eisenhower-Churchill, qu'il qualifie de bavardages d'après-dîner. Il préconise en même temps une nouvelle élévation des tarifs douaniers qui protègent le marché américain.

Que René Mayer, élu, comme a pu justement l'écrire, ambassadeur à Washington, par le Parlement français, doive avoir encore moins de succès que Churchill, cela ne peut faire de doute. Eisenhower est résolu à obtenir la réalisation rapide de « l'armée européenne », ou à défaut la reconstitution pure et simple de la Wehrmacht. Ce n'est pas le complot nazi si opportunément découvert par l'Intelligence Service en Allemagne qui pourra modifier la volonté américaine de s'appuyer principalement en Europe sur la bourgeoisie allemande. Cette volonté est symbolisée par la désignation comme

ambassadeur en France du directeur d'une banque spécialisée... dans les affaires avec l'Allemagne.

Le capitalisme allemand est en effet le seul en Europe à constituer une base suffisante pour l'édification d'une armée susceptible de s'opposer réellement à l'armée russe en Europe. En attendant que cette armée existe, les dirigeants américains accentuent le caractère « périphérique » de leur stratégie ; tel est le sens des accords conclu après dix-huit mois de négociations avec l'Espagne, accords qui comportent essentiellement la cession de quatre bases aéronavales.

Foster Dulles n'a pourtant pas exclu « *la possibilité d'accords partiels sur des questions de fait* » avec Staline. Pour conclure de tels accords, Staline ne devra pas seulement prouver son hostilité à la révolution ; les impérialistes savent de longue date à quoi s'en tenir là-dessus ; il lui faudra faire des concessions économiques et politiques essentielles en Europe orientale, sinon en URSS même.

La seule force réelle sur laquelle l'URSS peut s'appuyer pour résister à l'ultimatum américain, c'est l'action des travailleurs d'Europe et du monde. Mais cette action révolutionnaire représente un danger mortel pour les privilèges de la caste bureaucratique qui domine l'URSS. Aussi ne peut-il être question pour Staline d'y chercher un appui. Il ferait sans hésiter des concessions à l'impérialisme aux dépens de la révolution chinoise ; mais celle-ci n'est pas disposée à se les laisser imposer. C'est pourquoi Staline recherche un accord avec les concurrents impérialistes des États-Unis : en France, en Angleterre et plus encore en Allemagne, chez cette grande bourgeoisie industrielle qui, son potentiel industriel reconstitué, supporte avec impatience la tutelle américaine.

Quelle que soit l'acuité de ses conflits internes, la bourgeoisie internationale saura placer, le moment venu, comme elle l'a toujours fait jusqu'à présent, au-dessus de toute autre considération, sa solidarité de classe face au prolétariat mondial, aux peuples coloniaux, à la révolution chinoise, à l'URSS, à tous les États ouvriers. Par sa politique de compromis, à laquelle il sacrifie par avance les travailleurs, en sapant leurs luttes au nom du « Front national uni », Staline mine la seule stratégie de lutte contre la guerre et de défense efficace pour l'Union soviétique : celle qui s'appuie sur l'action révolutionnaire des travailleurs contre le régime capitaliste.

Gérard Bloch

La Vérité n° 307 du 22 janvier au 5 février 1953